1. MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

1.1 Introduction

L'ALE n'est en vigueur que depuis un an, mais on peut déjà constater par des signes évidents que les exportateurs et les importateurs commencent à tirer parti des débouchés ainsi créés. Les objectifs du Canada pendant cette période ont été de mettre en oeuvre l'ALE d'une façon qui lui permette à la fois de se conformer aux obligations qu'il avait prises et d'exercer rigoureusement les droits qui sont respectivement les siens aux termes de l'Accord de sorte à veiller à ce que que les États-Unis s'acquittent de leur côté des obligations qui sont leurs aux termes de l'ALE. Ainsi, le Canada pourra défendre ses intérêts et exploiter les nouveaux débouchés qui s'offrent à lui au niveau du commerce avec les États-Unis. Jusqu'ici, le Canada a en grande partie réussi à atteindre ces objectifs.

Ce qui suit est une revue, chapitre par chapitre, des développements associés à la mise en oeuvre de l'ALE. On trouvera aussi ci-après un rapport sur les consultations avec les provinces et avec le secteur privé, ainsi que les initiatives en matière d'ajustement et d'expansion du commerce.

1.2 Chapitres 3 et 4: Règles d'origine et Mesures à la frontière

La mise en oeuvre des dispositions relatives à ces chapitres s'est faite sans heurts. Douanes Canada a entrepris à l'intention du public une importante campagne d'information sur les changements apportés à l'administration douanière par suite de l'Accord de libre-échange et les problèmes majeurs de transition sont maintenant réglés. Toutefois, selon Douanes Canada, certains importateurs ont dit redouter avoir des problèmes à obtenir des fournisseurs américains qu'ils leur délivrent des certificats d'origine. Douanes Canada étudie la question à l'heure actuelle.

La valeur des importations en provenance des États-Unis, qui ont bénéficié d'une réduction du taux des droits de douane durant la période du 1er janvier au 30 octobre de cette année, a été de 12,7 milliards de dollars, sur un chiffre total d'importations en provenance des États-Unis passibles de droits de douane de 22,8 milliards. Les importateurs canadiens bénéficient maintenant d'une réduction des droits sur plus de 65 pour cent (en termes de valeur) des importations passibles de droits de douane, par rapport à 18 pour cent seulement au cours du premier mois de la mise en oeuvre. Les importateurs qui ne pouvaient se prévaloir d'un traitement préférentiel en matière de droits de douane lorsque leurs produits passaient la frontière peuvent maintenant,